

LA NATION PRÉCÈDE L'ÉTAT : EN RDC, L'ÉTAT VEUT CRÉER LA NATION

Par Moukoko Priso Elenga Mbuyi

Résumé

La question peut légitimement se poser de savoir si la thèse selon laquelle « la Nation précède l'Etat » n'est pas l'expression d'une acception des deux concepts (de nation et d'état) trop chargée de ce qui s'est passé en Europe. Car après l'effondrement de l'Empire romain d'Occident vers 476, suivi de sa dislocation, le processus de constitution de petites principautés féodales qui allait s'en suivre, débouche environ mille ans plus tard sur la naissance de ce qu'on appellera les « nations européennes ». Chacune aura alors, à partir de la montée de la classe bourgeoise luttant pour son émancipation contre la classe féodale née de l'effondrement de Rome, à revendiquer son Etat national propre. Donc là, effectivement, « la nation précède l'Etat ». Mais est-ce un processus universel ?

En Afrique des 20ème et 21ème siècles, suite à la domination coloniale venant après la Traite des Nègres, il semble que le processus de formation aussi bien des nations que des Etats, pourrait suivre une voie quelque peu différente. Plusieurs questions méritent alors d'être posées et résolues clairement.

1. Quel est le processus précis de formation de la Nation ? Et puis, d'abord, c'est quoi la Nation en Afrique aujourd'hui ?

2. L'Etat africain néocolonial - dit « post-colonial » pour ne pas choquer quelques forces-va-t-il, peut-il, construire la Nation ? Si oui, à quelles conditions ? Mais la question ne suppose-t-elle pas que c'est l'Etat qui a précédé la Nation ? Et alors, quel est le bilan de la construction nationale ?

3. La structure ethnique des pays ne pose-t-elle pas le problème d'une définition de la Nation quelque peu différente des définitions standard conformes au processus européen ? Ainsi, ce qu'on appelle « tribalisme » en Afrique Noire aujourd'hui, n'est-il pas, dans une certaine mesure et dans certaines de ses manifestations, la forme spécifique qu'y revêt ce qu'on appela autrefois en Europe « la question des nationalités » ?

4. Et si les difficultés actuelles des processus de démocratisation en Afrique Noire étaient, NON PAS dues à des tares individuelles, MAIS PLUTOT des indicateurs du fait que la structure ethnique (en clans ethniques) de la bourgeoisie néocoloniale, sa très grande faiblesse face au capital financier international, et donc l'obligation objective dans laquelle elle est de fonctionner suivant un mode essentiellement clientéliste (« ma tribu constitue ma clientèle »), tout cela conduit à ce que les batailles entre les divers clans de cette bourgeoisie pour le contrôle de l'appareil d'Etat sont dures ; et les clans qui ont le pouvoir aujourd'hui ne peuvent pas se permettre de laisser la place aux clans rivaux sans affrontements généralement sanglants ? Et si les difficultés de la décentralisation (en RDC comme ailleurs, au Kamerun par exemple), ne faisaient qu'exprimer ce refus des clans dominants à un moment donné de laisser un champ du pouvoir (même simplement décentralisé) aux rivaux ? Et si les revendications dites identitaires étaient surtout bourgeoises ?

5. Le processus chaotique de démocratisation ne traduit-il pas tout simplement le fait (apparemment absent en Europe au 19ème siècle) que la domination étrangère, alliée à la classe bourgeoise africaine ne laisse pas de place à une démarche où le peuple peut prendre en mains ses affaires ? Dans ces conditions, penser ce processus en termes de tares individuelles de dirigeants nègres congénitalement incapables de diriger des « Etats modernes » n'est-il pas être un peu « à côté de la réalité » ?

6. En quoi peut donc consister une véritable démarche de construction nationale et d'un état démocratique en Afrique aujourd'hui ? Si les ethnies, voyant qu'elles ne peuvent pas obtenir chacune son Etat national dans une Afrique de l'OUA/UA attachée (au moins apparemment) aux frontières coloniales, si donc les ethnies remplacent la revendication d'un état national par celle d'un contrôle de plus en plus grand sur l'Etat néocolonial, quelle relation cela peut-il avoir avec les idées du Panafricanisme véritable, c'est-à-dire celles qui, prônent l'Unité Politique de l'Afrique ? Et c'est là que la question de l'Etat et de sa démocratisation réelle, de la décentralisation et de la véritable construction nationale rejoint celle de l'intégration régionale et du Panafricanisme. Alors s'ouvrent des perspectives nouvelles aux problèmes de démocratisation dans nos pays, notamment en RDC, mais aussi au Kamerun.

Introduction

On peut, non sans légitimité, s'interroger sur le bien-fondé de cette formulation du thème. Car l'idée selon laquelle « la Nation précède l'Etat » semble trop liée à une acception des deux concepts (d'Etat et de Nation) tels qu'ils ont émergé conformément au processus historique en Europe.

Après l'effondrement de l'empire romain d'Occident vers 476, la dislocation de cet empire en une multitude de petites principautés aux mains de seigneurs (de la guerre le plus souvent) dure plusieurs siècles (pour ne pas dire un millénaire) avant que ne commencent à émerger des entités qui conduiront aux nations européennes telles qu'on les connaît depuis le 18^{ème} siècle. Même le fameux Saint Empire Romain Germanique n'est évidemment pas une nation au sens qui sera communément admis à partir du 19^{ème} siècle : c'est un conglomerat qui d'ailleurs, se disloquera aussi au fil des années et des siècles à travers une succession de guerres incessantes. Aucune des nations européennes de l'an 2012 n'existe en 1500 dans ses frontières spatiales et culturelles actuelles. Ce sont ces principautés qui, en gros, donneront naissance (pas toutes bien entendu) aux nations d'Europe. A partir de la fin du Moyen Age européen, avec la montée de la classe bourgeoise qui veut s'émanciper de la domination de la féodalité, la plupart de ces « nationalités » (comme on désigne alors les principautés sans Etat) revendiqueront leur « Etat national » propre. Dans ce sens, il est vrai que la Nation précède l'Etat. Mais ce processus européen est-il universel ? L'examen de ce qui se passe en Afrique aux 20^{ème} et 21^{ème} siècles permet de poser la question. Cet examen suggère que le processus de formation aussi bien des nations que des Etats pourrait bien y suivre une voie quelque peu différente. D'où de nombreuses questions qui apparaissent.

Que s'est-il passé en Europe et que se passe-t-il en ce moment en Afrique ?

La formation des Etats européens actuels se fait sans intervention extra-européenne ; c'est un processus interne au continent, ponctué de conflits généralement violents. Or, en Afrique, les Etats actuels sont le fruit complet de décisions extra-africaines (conférence de Berlin vers la fin du 19^{ème} siècle et aménagements mineurs par la suite). En Europe depuis la fin de l'empire romain, les frontières sont tracées par les européens qui se battent entre eux pendant des siècles pour cela, en général pour arriver à des Etats ethniquement homogènes ou sous une ethnie. En Afrique, ce sont les Européens qui tracent les frontières, au mépris complet des communautés ethniques ravalées au rang de « tribus sauvages » qu'on peut donc diviser entre Etats différents qui ne sont d'ailleurs justement pas de véritables Etats.

Il s'agit là d'une différence fondamentale, car dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'Etat africain actuel (20^{ème} et 21^{ème} siècles) ne soit pas tout à fait un Etat national au sens européen. Dans de très nombreux cas pour ne pas dire dans tous, les frontières des pays

actuels passent au beau milieu de groupes ethniques sans se soucier le moins du monde des problèmes que cela peut poser du point de vue de la gestion des hommes et des communautés.

Plus encore, au moment où, vers 1960, les pays africains actuels sont considérés comme indépendants, et où ils vont pour ainsi dire brusquement avoir un Etat dans un cadre multiethnique, la question fondamentale, qu'on aurait pu poser, d'un retraçage proprement africain des frontières des pays pour mettre en place des pays ethniquement homogènes, donc avec chacun un « Etat national » propre, cette question a été escamotée. Elle a été escamotée formellement en 1963 lors de la fondation de l'Organisation dite de l'Unité Africaine (OUA), au motif qu'il ne fallait surtout pas toucher aux frontières coloniales qu'on déclara intangibles. Dans ces conditions, la Nation pouvait-elle précéder l'Etat ?

Et alors, c'est quoi la Nation en Afrique actuellement ? La reprise telle quelle, par les Africains (hommes dits politiques ou penseurs divers) du concept de « nation » tel que défini en Europe aux siècles précédents (Renan, Staline, etc) a conduit immédiatement après 1960 et les indépendances, au lancement du slogan de « construction nationale ». Presque partout sur le continent, ce slogan a été avancé par des régimes divers pour justifier leurs politiques qui exigeaient le rassemblement de tout le peuple du pays derrière le pouvoir en place ; car, expliquait-on, le pays étant multiethnique, si on ne construisait pas « la nation », les tribus allaient se mettre en ordre de bataille pour se livrer à leur jeu favori : les déchirements et guerres intestines sans fin. Ce slogan de « construction nationale » a été utilisé pour justifier l'instauration du système dictatorial de parti unique, soi-disant « creuset de l'unité et de la nécessaire construction de la nation ».

Cinquante ans après le lancement en fanfare de ce slogan, le bilan de la « construction nationale » est presque partout un bilan de faillite. Pour des raisons dont nous allons parler plus loin, et qui sont liées à la nature de la bourgeoisie au pouvoir et à son fonctionnement dans le contexte historique qui est le sien, cette faillite conduit à constater l'émergence d'un sentiment ethnique que, dans les conditions actuelles, on ne peut éviter de qualifier de sentiment de nationalité. Car après tout, la question suivante peut se poser : comment se fait-il que les Slovènes, ou les Croates, qui étaient quelques millions à peine au 19ème siècle, et qui ne sont toujours que quelques millions en 2010, sont considérés comme formant des nationalités et même des nations avec leur Etat national propre, alors qu'en même temps, les Haussa du Nigeria, les Bakongo de la RDC, ou les Bamilékés du Kamerun, qui sont parfois des dizaines de millions, ne sont que de vulgaires tribus inaptes à accéder à la dignité de nationalité et moins encore au statut de nation ? Si donc, comme il faut le faire, nous considérons les soi-disant « tribus » africaines actuelles comme étant en réalité des communautés ethniques qui sont au stade de nationalités auxquelles il ne manque que leur Etat national propre pour être vues comme des nations au sens européen, si nous faisons ainsi, alors, la question de savoir ce qu'est la nation en Afrique actuelle se pose sous un double aspect.

Il y a « la nation en construction », dans le cadre de la communauté multiethnique issue de l'indépendance à l'égard du colonialisme. C'est la nation dont on parle dans les discours des dirigeants depuis 50 ans. C'est celle qui serait en train d'être construite avec le succès que chacun voit, succès qui veut que, dès qu'apparaît un conflit sérieux, les citoyens se tournent vers leur ethnie. Et même (pire encore) quand il n'y a pas de conflit entre les citoyens, les prétendues élites autoproclamées excitent le chauvinisme ethnique au sein du peuple tout en collaborant entre clans de la bourgeoisie néocoloniale pour conserver et se partager le pouvoir. C'est cette nation-là que l'Etat déclare vouloir construire...

Il y a cependant aussi, avec l'émergence, signalée plus haut, du sentiment de nationalité, la montée de ce sentiment au sein des couches sociales, d'abord de la bourgeoisie, mais aussi, à travers l'action pernicieuse de celle-ci, au sein même des couches populaires. Mais dans ce dernier cas, comme nous allons essayer de le montrer, ce sentiment n'est pas assimilable à un vulgaire tribalisme au sens que l'africanisme traditionnel donne à ce terme. Cette seconde acception, en réalité, suggère que nous assistons à la montée d'un sentiment de nationalité certes d'essence bourgeoise, mais qui n'en est pas moins réel. Et il importe d'en tenir compte. Nous traitons de ce point par ailleurs

Dans la mesure où la question de ces nationalités n'a pas été résolue (on a même refusé de la poser clairement afin de l'attaquer), il ne faut pas s'étonner que des réactions qu'on qualifie d'identitaires se fassent périodiquement jour, et qu'on ne sache pas comment y faire face : on qualifie tout cela de « réactions tribalistes rétrogrades, tendant à détruire l'unité et la construction nationales ». Mais unité et construction « nationales » de quelle nation ? En fait, la position de l'OUA et ses frontières coloniales intangibles, s'est révélée comme une négation pure et simple du droit des peuples à l'autodétermination, dans la mesure où on déniait aux peuples africains le droit de réviser (si nécessaire et si utile) les frontières coloniales de Berlin, dans un cadre proprement africain, panafricain, comme le suggéraient les partisans de l'Unité politique de l'Afrique qui ont toujours été jusqu'à admettre une possible révision des frontières coloniales à condition que ce ne soit pas pour balkaniser encore plus le continent, mais au contraire dans la perspective d'une Afrique Unie et démocratique, à régime décentralisé.

Contexte historique et processus de formation de la nation

Quand les nationalités commencent à se former en Europe et à prendre conscience d'elles-mêmes, l'agent social de ce processus, c'est la classe bourgeoise naissante et montante. Cette bourgeoisie européenne est alors une classe sociale révolutionnaire, en lutte pour son émancipation, contre la féodalité décadente. Cette lutte ira jusqu'à prendre la forme de révolutions violentes comme en Angleterre et en France d'abord, dans d'autres pays ensuite. La bourgeoisie européenne est alors porteuse du système économique montant : le capitalisme, qui va remplacer le système économique féodal. Il y a d'ailleurs des luttes sans merci entre divers clans de cette bourgeoisie, des guerres pour déterminer quel clan dominera les autres y compris à l'échelle mondiale. De plus, tout au long des 18^{ème} et surtout 19^{ème} siècles en Europe, les bourgeoisies des diverses nationalités qui étaient, à des degrés variables, dominées par d'autres, ont pris la tête de la lutte de libération de leur nationalité. Ce fut par exemple le cas dans l'empire austro-hongrois, mais aussi ailleurs.

Or, la bourgeoisie africaine actuelle n'est pas seulement, au départ, une fabrication pure et simple de l'impérialisme étranger. Elle est, de ce fait même, faible parce qu'elle ne dispose, du moins au départ, d'aucune marge de manœuvre propre consistante. C'est d'ailleurs pourquoi cette bourgeoisie africaine, qui n'a pratiquement pas participé à la lutte de libération nationale pour l'indépendance, ne comprend pas grand chose à ce qu'on appelle indépendance nationale. Plus encore, elle refuse de fait de s'intéresser à cette cause.

Dans la formation des nations en Europe, on assiste à un processus de fragmentation des vieux regroupements imposés par les féodaux. Ces vieux cadres éclatent, sous les coups de boutoirs de la bourgeoisie montante dans toute l'Europe. Car cette classe veut faire du « commerce libre », avoir une « main-d'œuvre ouvrière libre » de toute attache avec les féodaux, etc. Si donc l'Etat multinational qui tente de maintenir en place le système dépassé

persiste et signe, on le détruit, puis on reconstruit l'Etat national propre, c'est-à-dire l'Etat de la nationalité- nation. La nation a ainsi précédé l'Etat, le nouvel état.

A la différence de l'Europe, le processus réel qu'on a vécu et qu'on vit en Afrique est que la bourgeoisie, qui n'est pas née d'un mouvement national interne de lutte qu'elle rejeta, contre l'impérialisme, la bourgeoisie qui a refusé de participer à cette lutte, hérite comme par miracle, d'un Etat. Qui plus est, c'est un Etat néocolonial, un Etat qui nie les nationalités au motif farfelu que ce sont de vulgaires tribus rétrogrades, anti-progrès. Donc, cette bourgeoisie et son Etat néocolonial décident de construire presque ex nihilo « la nation », donc une sorte d'abstraction. Mais si encore cela avait un sens, si cela allait vers une Afrique véritable, une Afrique des Peuples Africains, la chose se comprendrait. Mais ce n'est justement et malheureusement pas cela. Nous sommes donc purement et simplement face à une imposture historique, même s'il est vrai que l'Histoire abonde d'impostures.

Les fondements objectifs de cette démarche spécifique de la bourgeoisie africaine méritent d'être mis en lumière. C'est l'économie néocoloniale, totalement dépendante de l'économie mondiale capitaliste et de ses évolutions. Cette économie mondiale est, dès le début du 20^{ème} siècle, à un stade où, plus encore qu'avant, elle a besoin de ce qu'il faut bien appeler une sorte « d'occidentalisation du monde ». Le monde entier doit être soumis aux desiderata du système capitaliste central. Le reste n'est que périphérie et banlieue. La faiblesse de la bourgeoisie africaine, néocoloniale, la domination sans réel partage du capital financier impérialiste sur l'économie africaine dans son ensemble, tout cela induit des effets objectifs sur le fonctionnement des états africains et de leurs classes dominantes internes.

D'abord, cette bourgeoisie africaine ne peut pas accumuler du capital primitif de la même manière que son homologue européenne des siècles précédents. Recommencer la Traite des Nègres ? Impossible ! Elle s'engouffre donc dans les détournements des fonds publics. Mais pour faire cela, il faut contrôler l'appareil d'Etat. Alors, avec la corruption et les détournements des fonds publics, la nécessité de contrôler l'appareil d'Etat conduiront à une organisation du système politique de parti unique et de clientélisme ethnique. Ce clientélisme ethnique va nécessairement avec au moins une dose de chauvinisme ethnique appelé aussi tribalisme. On comprend alors pourquoi les discours sur l'unité nationale sont inséparables des rivalités qui apparaissent comme des rivalités entre les ethnies en tant que telles, et inséparables du développement de divisions ethniques qu'on a intérêt à exacerber.

Tout ceci semble clair pour comprendre pourquoi la bourgeoisie africaine néocoloniale ne peut pas construire la Nation : elle ne peut pas construire la nation au sens de « la nation multiethnique » ; et elle ne peut pas non plus construire « les nations ethniques », car elle les nie. Sur cette question de la nation et de la construction nationale, la bourgeoisie est donc dans une impasse complète. Et elle a conduit les peuples africains dans une impasse. Si elle voulait construire la nation, dans un sens ou dans l'autre, il lui faudrait s'opposer à l'impérialisme, ce qu'elle ne peut pas envisager. Autrement dit, la bourgeoisie africaine ne peut pas s'opposer à ce qui est aujourd'hui l'équivalent de la féodalité européenne des siècles passés, contre laquelle lutta courageusement la jeune bourgeoisie d'Europe avant de devenir elle-même réactionnaire et dominatrice.

Construction de la Nation, Démocratie et Etat démocratique

Le bilan de la prétendue « construction nationale », donc de la Nation multiethnique, par l'Etat néocolonial a révélé l'impossibilité intrinsèque de cette construction. Les causes économiques ont été avancées. Les causes essentiellement politiques résident dans

l'impossibilité pour la bourgeoisie africaine néocoloniale de mettre en place un Etat démocratique. Et ceci est dû au fait que tout Etat démocratique dans un pays africain entraînera nécessairement l'irruption des millions de citoyens dans l'arène et, automatiquement, la mise en cause radicale de la domination étrangère sur le pays. Or, l'impérialisme, pour sa part, ne peut accepter les bras croisés que les masses africaines remettent en cause sa domination sur l'Afrique. Comme l'impérialisme contrôle des clans de la bourgeoisie africaine, la cause est entendue quant à la possibilité que cette dernière mette en place un système politique démocratique. On doit donc cesser de rêver à cela.

Un véritable processus de construction nationale, dans la mesure où nous venons de voir qu'il présente en ce moment un double aspect, exige à la fois une dynamique de démocratisation profonde du système de l'Etat multiethnique, et de démocratisation tout aussi sérieuse du système des rapports entre l'Etat central (multiethnique) avec les diverses nationalités (ethnies) : c'est le problème de la décentralisation du pouvoir d'état Cette double question est suffisamment sérieuse et délicate pour être envisagée comme pouvant être résolue par une classe sociale qui a suffisamment prouvé son incapacité historique à résoudre le moindre problème des peuples africains depuis plus de 50 ans. Comme nous l'écrivions déjà il y a plus de 20 ans ,

« L'examen des difficultés qu'éprouve la bourgeoisie néocoloniale kamerunaise (et en général africaine) à réaliser un tel processus de démocratisation, pousse nécessairement à la conclusion que, par-delà les différences relativement secondaires selon les pays, la signification politique fondamentale du complexe de problèmes auxquels l'Afrique, dans son ensemble, fait face depuis trente ans, c'est l'incapacité historique de la bourgeoisie néocoloniale africaine, à réaliser un équivalent de la révolution démocratique bourgeoise que fit la bourgeoisie européenne à la fin du XVIII^e et au XIX^e siècle. Cette conclusion capitale signifie que le problème national, pris globalement, et résolu en Europe dans le cadre de la révolution démocratique bourgeoise, ne peut pas être résolu en Afrique aujourd'hui de la même manière » (voir Elenga Mbuyinga : Tribalisme et Problème National en Afrique Noire, le cas du Kamerun, éditions L'Harmattan, Paris, 1989).

Il ne peut y avoir démocratisation du système étatique multiethnique sans un certain nombre de dispositions minimales comme le multipartisme véritable, la fin des systèmes de « royautés républicaines » qu'on met en place avec, sans vergogne, la transmission héréditaire du pouvoir suprême ; un code électoral réellement démocratique, etc. Quant à la décentralisation, pour qu'elle soit réelle, elle doit comprendre une répartition équilibrée et efficace des prérogatives entre les divers échelons de la structure étatique, du niveau central au niveau local, en passant par tous les niveaux intermédiaires ; il faut qu'il y ait reconnaissance, aux divers échelons, de manière institutionnelle et dans la pratique, d'un certain nombre de prérogatives, de pouvoirs et donc aussi de devoirs. *Il y a longtemps que les gens sérieux ont cessé de penser que la décentralisation représenterait un risque pour la stabilité et le développement.* En outre, la décentralisation, pour être réelle, doit aussi s'appliquer à la sphère économique et aux décisions à prendre dans cette sphère. De plus, la structure d'un pouvoir d'Etat démocratique dans l'Afrique actuelle, devrait éviter d'être trop en avance sur l'état réel de la conscience populaire africaine Plus clairement par exemple, si la masse du peuple ne comprend pas que tous les principaux dirigeants du pays appartiennent à la même région ou nationalité (ethnie), alors cette question doit être discutée largement sans volontarisme excessif ni manœuvre chauvine.

Les données précédentes indiquent pourquoi, en RDC comme dans la plupart de pays africains actuels, le processus de démocratisation qu'on avait cru en marche il y a 20 ans, est

totallement bloqué ; pire encore, il est même en recul. Dans certains pays, les opposants ont été et sont fabriqués sur mesure par le pouvoir en place de la bourgeoisie dominante, qui bénéficie du soutien sans vergogne de l'impérialisme étranger, lequel se démène depuis un moment comme un diable pour qu'on ne le tienne pas pour responsable en quoi que ce soit de la situation. Même en admettant, comme il faut le faire, qu'il y a une part de responsabilité des mouvements d'opposition non préfabriqués, la réalité reste que les systèmes sont pour la majorité d'entre eux complètement verrouillés, et que les forces auxquelles des oppositions véritables font face sont colossales. Du moins au départ et pour le moment. Par ailleurs, la tendance est très forte, de nier le fait pourtant évident, que les sociétés sont engagées depuis un demi-siècle dans un processus de fragmentation sur la base d'intérêts de groupes autres que l'ethnie ; et que, par conséquent, ceux qui veulent lutter pour changer l'état actuel des choses doivent se regrouper sur des bases tenant aussi compte de ces intérêts nouveaux et de ces groupes trans-ethniques.

Les processus de démocratisation (et décentralisation) des pays africains sont pour la plupart bloqués. Et cela a une signification. La signification profonde du blocage des processus de démocratisation un peu partout en Afrique, c'est d'une part que la bourgeoisie est incapable de mener ces processus à terme et qu'elle ne veut d'ailleurs pas les y mener ; et d'autre part, que les forces sociales qui ont un réel intérêt à cette démocratisation n'ont pas encore compris et maîtrisé ce qu'elles doivent faire pour atteindre leurs objectifs démocratiques.

Etat démocratique en Afrique, Intégration régionale et Panafricanisme

Les possibilités de chantage dont dispose l'impérialisme étranger sur les petits pays africains (y compris sur ceux qui sont relativement grands comme la République Démocratique du Congo, l'Afrique du Sud, le Nigéria et d'autres), devraient être suffisantes pour convaincre quiconque pense vraiment à une Afrique libre de la nécessité de l'Unité Politique de nos pays, au lieu de rêver à des « amis » qui viendraient nous libérer. Mais il n'en est rien. Or, si l'on veut engager un processus de construction d'un Etat réellement démocratique et national, donc un processus de construction d'une nation, toutes les mesures essentielles qui s'imposent dictent qu'il faudra d'une part affronter l'impérialisme étranger, affronter les forces du type OUA avec leurs thèses abracadabrantes comme celle de la nécessaire intangibilité des frontières coloniales, affronter les alliés invétérés internes des forces étrangères de domination. Il faudra également un travail titanesque d'éducation des masses des populations sur la situation mondiale réelle actuelle et les principales tendances de son évolution.

Chacune de ces tâches exige des forces colossales, non pas impossibles à réunir mais colossales. Toutes ensemble nécessitent un regroupement des forces africaines à une échelle qui ne peut être que continentale. Et alors, ici, le problème de la nation et de l'Etat démocratique en Afrique rejoint la question du Panafricanisme et de l'Unité Africaine. D'abord, les systèmes politiques en place, c'est-à-dire les classes bourgeoises au pouvoir ici et là, à travers l'OUA et plus encore l'Union Africaine (UA), déclarent vouloir promouvoir la démocratie et l'état démocratique partout sur le continent. L'UA prétend même construire un système politique continental pour veiller à la marche en avant de la démocratisation de tous les pays africains. Mais force est de constater que l'UA se dresse toujours contre tout processus progressiste menaçant de s'installer dans un pays africain quelconque et dont l'impérialisme demande qu'il y soit mis fin. Alors qu'au contraire, l'UA se tait quand des forces rétrogrades instaurent un système anti-démocratique et anti-populaire, allant dans le sens opposé à celui des intérêts de l'Afrique et des peuples africains. Il est donc clair que ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut attendre une quelconque nouveauté si on pense à l'Afrique.

Au vu des expériences vécues en Afrique depuis 50 ans, par exemple en RDC, et au vu spécialement des dernières expériences vécues notamment en Côte d'Ivoire et en Libye en 2011, il est clair que le problème fondamental que l'Afrique doit se poser et qu'elle doit résoudre, est le suivant : est-ce que l'un quelconque des pays africains actuels peut, tout seul, réunir les forces nécessaires pour se lancer dans un processus de libération réelle de son peuple, de satisfaction prioritaire des intérêts de ce dernier, de construction à cette fin d'un Etat démocratique et assez fort, suffisamment fort pour résister à l'impérialisme qui réagira inévitablement pour remettre en place le vieux système (actuellement en place), pour résister et vaincre ces ingérences étrangères ? C'était déjà la question fondamentale qui était posée aux peuples africains il y a 50 ans, et qui fit l'objet de débats passionnés partout. En 1960-63, les partisans conséquents des idées du véritable nationalisme africain, et donc du véritable Panafricanisme militant, soutenaient que sans unité politique, aucun pays africain ne pourrait réussir cela, ne pourrait se libérer réellement des griffes de l'impérialisme. A la Conférence d'Addis-Abeba en mai 1963, qui fonda l'OUA, Osagyefo Kwame Nkrumah avait déclaré en gros ce qui suit aux autres Chefs d'Etat : « Si nous ne faisons pas un gouvernement continental d'union, nous qui sommes ici aujourd'hui, serons les victimes et martyrs du néocolonialisme ». Les partisans de l'OUA et du néocolonialisme soutenaient que tout irait bien sans unité politique qu'il ne fallait surtout pas rechercher. On sait comment les choses évoluèrent par la suite. Peu avant cette conférence funeste qui enterra le Panafricanisme véritable pour un bon moment, des monuments de la lutte pour la libération de l'Afrique et sa démocratisation avec des Etats forts, comme Patrice LUMUMBA, Félix Roland MOUMIE, avaient été purement et simplement assassinés par les forces impérialistes cyniques et coalisées fin 1960 début 1961. L'assassinat en 2011 de Mouamar Khadafi qui avait joué un rôle central dans la naissance de l'UA suite à la faillite de l'OUA, et qui projetait de faire en sorte que l'Afrique commence à se doter de moyens capables de lui permettre de commencer à se débarrasser de la mainmise impérialiste, en dit long sur la volonté cynique des forces étrangères de maintenir leur domination sur nos pays. Mais plus significative encore à ce sujet comme au sujet de ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire, est l'attitude de l'UA dans la majorité de ses Etats membres. Cette attitude constitue l'une des plus éclatantes faillites de toute l'histoire de notre continent. Elle a confirmé sur toute la ligne les prévisions et analyses des partisans du Panafricanisme Révolutionnaire.

Aucun pays africain actuel ne peut seul, se libérer réellement et engager une politique de construction d'un Etat démocratique attaché à promouvoir et à satisfaire les intérêts et aspirations de son peuple. Seul un Gouvernement continental d'union qui ne s'occuperait pas de tout, mais seulement de quelques domaines essentiels peut permettre à l'Afrique de sortir rapidement de sa situation actuelle d'arriération et d'avancer rapidement, comme le confirment plusieurs exemples actuels dans le monde. Les gouvernements des Etats actuels s'occuperaient du reste des affaires. Ce n'est que dans ce cadre panafricain unifié, que peut être résolue pacifiquement et correctement la question africaine des nationalités, dite question ethnique, avec toutes ses manifestations identitaires ici et là à travers le continent. Sans qu'il soit ni nécessaire ni utile de s'opposer aux Regroupements régionaux, force est de constater que ces derniers ne se sont pas réellement montrés capables de résoudre les questions capitales qui se posent aux peuples africains. Souvent, ils se sont laissés entraîner dans des fonctionnements et des conceptions de luttes internes à vocation hégémonique sans lendemain, semant la méfiance entre les pays et les Etats, bloquant ainsi le processus d'unification panafricaine. Dans ces conditions, une politique d'unification panafricaine doit déterminer le statut réel des regroupements régionaux dans la démarche unitaire.

Et la Refondation de l'Etat en RDC dans tout ça ?

La République Démocratique du Congo, le Congo-Lumumba, est vaste, riche et située au cœur même de l'Afrique. Tout cela, Lumumba et ses camarades du Congo l'avaient vu. Tout comme Osagyefo Kwame Nkrumah et Félix Roland Moumié, et leurs camarades du Ghana, du Kamerun et de partout en Afrique, avaient vu et compris le rôle central, majeur et éminent qu'il revenait au Congo de jouer pour une véritable libération du Continent.

Primo, Lumumba ne voulait à aucun prix d'un Congo balkanisé, donc balkanisé au carré puisque dans une Afrique déjà balkanisée. En cela, il avait le soutien de Nkrumah et de Moumié notamment. Secundo, Lumumba tenait à un Congo unitaire avec un gouvernement central fort. Tertio, Lumumba et Nkrumah, lors d'une rencontre en août 1960, avaient signé un accord secret instituant une union du Congo et du Ghana avec pour capitale Léopoldville, ce qui exprimait clairement leur conscience de la liaison étroite entre la libération de chacun des pays africains et l'unité politique continentale. Et quarto, le processus de la construction d'un Etat unitaire au Congo est complètement inséparable d'une organisation de cet Etat de sorte que toutes les nationalités congolaises soient parties prenantes dans la gestion du pouvoir à tous les niveaux. Sans tomber dans la démagogie qui consisterait à penser et vouloir que « chaque tribu ait un ministre au gouvernement central à Kinshasa ».

Le processus de décentralisation du pouvoir en RDC doit être pris très au sérieux. Car compte tenu des dimensions du pays et sans doute de la très grande variété ethnique, le Congo multiethnique aura à passer un véritable test sur cette question. Réussira-t-il à faire nettement mieux que ce que le Nigéria n'a pas su bien faire ? A savoir aller jusqu'à une sorte de redécoupage territorial pour des régions ethniquement assez homogènes mais dans le cadre du Congo uni auquel toute l'Afrique qui pense tient absolument, un redécoupage pour une décentralisation, tenant compte de la répartition des nationalités sur tout le territoire, de manière à ce que la bourgeoisie soit prise à son propre jeu avec l'herbe coupée sous les pieds, autrement dit, une démarche privant la bourgeoisie néocoloniale congolaise de la possibilité de jouer avec le chauvinisme ethnique et clientéliste dans l'arène politique ? C'est ce que tous les Africains attachés à la grande cause de l'Afrique devraient souhaiter et c'est ce à quoi ils devraient, dans la mesure de leurs possibilités, contribuer à faire en sorte que le Congo nouveau réussisse.

Il semble clair que la situation géographique de la RDC lui donne une espèce de vocation à coopérer avec au moins toute l'Afrique. : c'est évident avec l'Afrique Orientale, l'Afrique Australe, l'Afrique Centrale, et l'Afrique du Nil donc jusqu'en Egypte. Mais l'Afrique Occidentale n'est pas si loin que cela, compte tenu des dimensions et des atouts dont dispose le pays.

Tout ceci, l'impérialisme étranger le sait. Et il ne faut donc pas s'étonner le moins du monde si tout est mis en œuvre pour carrément immobiliser le Congo. Car, immobiliser le Congo, c'est immobiliser l'Afrique entière pour longtemps. En 1960 déjà, tous les patriotes africains véritables sentaient et pensaient que c'est en réalité l'avenir de toute l'Afrique qui se jouait au Congo. La situation ne semble pas avoir beaucoup changé à ce propos.

Moukoko Priso (Elenga Mbuyinga)
Mbouo/BANDJOUN, 25 Mai 2012